ARRÊTÉS DURANT LA MARCHE DE VENDREDI

Une vingtaine de manifestants présentés hier devant le procureur de la République

Une vingtaine de jeunes, arrêtés vendredi dernier pour avoir manifesté dans la capitale en solidarité avec le peuple palestinien, ont été présentés hier devant le procureur de la République du tribunal d'Alger. Ils devront comparaître prochainement devant le juge pour répondre du chef d'inculpation suivant : destruction de biens d'autrui, attroupement et outrage à corps constitué.

Salima A. - Alger (Le Soir) - Pour leurs familles, qui se sont regroupées hier devant le tribunal Abane-Ramdane à Alger, c'est le désarroi total. Elles ne comprennent pas pourquoi ces manifestants, sortis dans la rue pour exprimer leur soutien et leur solidarité avec le peuple palestinien, se retrouvent accusés de saccage et de casse. Blessés pour la plupart d'entre eux, selon les témoignages des familles, ils ont entre 20 et 38 ans. Tous sont sortis après la prière de vendredi pour une marche pacifique, qui s'est soldée par des arrestations après l'intervention de la police qui a stoppé les manifestants et les a dispersés.

«Mon fils est sorti pour exprimer sa colère contre les massacres de Ghaza. Est-ce que vous pouvez imaginer qu'un père de famille comme lui puisse s'adonner à des actes de vandalisme ?» s'interroge la mère de Aziz, un des accusés qui «ne (veut) plus entendre parler de manifestation».

Abderrezak, natif de Bouzaréah, attend des nouvelles de son neveu âgé de 25 ans, blessé et arrêté depuis vendredi. «Mon neveu est venu marcher pour la Palestine et non pour casser. Je l'ai rencontré au commissariat de police où il m'a confié qu'il avait été arrêté puis tabassé au moment où il voulait quitter la manifestation qui commençait à déborder», affirme-t-il. Pour lui, «ce qui se passe n'est ni plus ni moins que de l'injustice». Un autre groupe de jeunes est venu soutenir un ami qui avait, lui aussi, participé à la marche de solidarité. Si eux ont réussi à s'enfuir, leur camarade blessé a été vite embarqué par la police. «Nous venions de Kouba. Arrivés à la Grande-Poste, la police a commencé à nous disperser. Nous étions au premier rang et c'était difficile d'éviter les matraques. Notre copain a été blessé et il a vite été embarqué. Les forces de l'ordre ont été brutales et ce sont elles qui ont commencé les provocations. Ceux qui ont pu s'enfuir ont échappé aux coups de matraque, les autres ont payé pour ceux qui nous ont demandé de faire cette marche», nous a raconté Sofiane qui ne comprend pas pourquoi ils ont été appelés à une marche pour être tabassés ensuite.

«Si j'avais su que la marche allait mal tourner, je ne serais pas sorti de chez moi», avoue Karim, la vingtaine entamée. Selon les propos d'un père de famille, c'est aux organisateurs de cette marche de venir aujourd'hui rendre des comptes à la justice.

«Pourquoi le monde entier a exprimé sa colère contre Israël alors que les Algériens, on leur interdit cela ? C'est à la télévision que j'ai entendu qu'il y aurait une marche. Pourquoi l'a-t-on autorisée pour ensuite nous tabasser ? On voulait juste exprimer notre solidarité et la peine que nous ressentons envers nos frères de Ghaza, la colère et la haine envers Israël et tous ceux qui le soutiennent», s'est indigné un jeune manifestant de 22 ans. «Nos cœurs et nos âmes sont déchirés par ce qu'on voit. Nos enfants ont juste voulu marcher pacifiquement. Mais ils ne sortiront plus jamais pour soutenir quoi que ce soit dorénavant», a déclaré un autre parent venu exiger la libération de son fils devant le tribunal d'Alger.

S. A.

POUR UN CESSEZ-LE-FEU À GHAZA

L'Égypte reconduit sa médiation

L'Egypte ne perd toujours pas espoir de convaincre le Hamas et Israël à faire taire les canons. Hier, dimanche, la diplomatie égyptienne a renouvelé son effort de persuasion à l'endroit du Hamas. Elle enchaînera aujourd'hui avec Israël. En attendant, l'armée israélienne poursuit son massacre.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)- Les bombardements israéliens ont fait encore six tués hier parmi la population ghazaouie. Et cette offensive que le monde entier a décriée ira se poursuivant. C'est ce qu'a attesté le Premier ministre israélien Ehud Olmert qui, toujours sourd aux appels à un cessez-le-feu immédiat et une levée de blocus sur la bande de Ghaza, sous la coupe du Hamas depuis juin 2007, a déclaré qu'«Israël se rapproche de ses objectifs mais plus de patience et de détermination sont nécessaires pour y parvenir, afin de changer la situation en matière de sécurité dans le sud et pour que ses citoyens vivent en sécurité pendant longtemps».

Cette affirmation sonne comme une fin de non-recevoir à la médiation égyptienne. Et pour cause encore, cette autre affirmation : «Nous ne devons pas perdre au dernier moment ce qui a été achevé au prix d'un effort national sans précédent.» Le ministre de la Défense Ehud Barak n'en pense pas moins, il va sans dire. Comme s'il était besoin d'ajouter à la littérature de guerre qu'Olmert ne cesse de servir, il a soutenu de son côté que «l'armée israélienne poursuivait avec efficacité son offensive», obstruant de fait les voies diplomatiques. Mais ce qui est plus inquiétant chez les Israéliens, c'est de ne se sentir nullement redevables de leur barbarie devant le Conseil des nations autrement dit de fouler aux pieds, et de façon vulgairement provocante, les résolutions onusiennes. «Aucune résolution que ce soit dans le passé ou dans l'avenir ne pourra nous dénier le droit élémentaire à défendre nos citoyens.»

Fort rassérénés par le soutien américain indéfectible, les Israéliens ne tendent, en effet, qu'une sourde oreille aux missions de bons offices des nations, à l'instar de l'Egypte qui joue son capital crédibilité dans la résolution de ce conflit. Excepté cet affairement égyptien, et il se comprend pourquoi, le monde arabe reste comme frappé de paralysie.

Au sixième jour de la guerre, la Ligue arabe, surnommée à juste titre la Ligue des pleureuses, n'a pas jugé urgent de se réunir au sommet et tenter ne serait-ce que proposer une sortie de crise.

Son immobilisme est maintenu malgré le drame humanitaire que vivent les populations à Ghaza. Il reste ces dénonciations solitaires qui n'enrayent pas la machine de guerre israélienne. Comme cet appel algéro-iranien à la cessation immédiate des bombardements ou cette complainte syrienne qui accuse Israël de «crimes de guerre». Tout cela est bien beau mais reste inopérant face à l'artillerie israélienne.

S. A. I.

TIZI-OUZOU

Des étudiants ont manifesté leur soutien

Après deux ou trois tentatives, la semaine dernière, un groupe d'étudiants de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou a finalement réussi à rallier, à la manifestation qu'il voulait initier plusieurs centaines de personnes venues crier leur soutien aux Palestiniens de Ghaza.

Les slogans entonnés et les banderoles déployées ne faisaient aucun doute sur la paternité de la manifestation. En effet, comme le susurraient beaucoup parmi ceux qui n'ont pas voulu adhérer à la manifestation en raison de la «qualité» de ses organisateurs, les 2 500 manifestants, selon les estimations de la police, ayant battu le pavé à Tizi-Ouzou, hier étaient, dans leur écrasante majorité des fidèles du MSP, parmi lesquels ont tenté de s'immiscer des étudiants pro-FLN sans arriver à s'illustrer comme leurs amis du parti islamiste. Ils ont marché donc et crié toute leur haine des sionistes et de tout ce qui est juif, faisant souvent peu cas de l'antisémitisme.

Tizi-Ouzou a donc eu sa marche, mais le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle ne reflétait pas tellement le sentiment qu'éprouvent les Tizi-Ouziens à l'endroit des populations victimes de l'agression israélienne.

Azedine M.

AÏN-DEFLA

Belkhadem et l'ambassadeur de Palestine parmi les marcheurs

Prenant la parole, «au nom de l'Alliance présidentielle», au milieu de quelque 20 à 25 000 personnes, venues de toutes les communes de la wilaya, Abdelaziz Belkhadem, secrétaire général du FLN, s'est exprimé au nom du pouvoir politique algérien pour clarifier la position de l'Algérie quant au «génocide qui est perpétré quotidiennement en terre de Palestine occupée dans la bande de Ghaza».

Il commence par dénoncer «le prétexte d'équilibre avancé par le Conseil de sécurité des Nations unies pour couvrir le génocide, le viol de la terre palestinienne, bombardant mosquées, écoles et hôpitaux, massacrant des milliers de victimes innocentes sans distinction aucune». Aux «frères» arabes, Belkhadem dira : «Vous n'êtes pas nos intermédiaires et nous ne sommes pas des observateurs... Nous sommes dans le camp palestinien.» Aux dirigeants de l'entité sioniste et leurs alliés, il dira : «Vous vous unissez pour des causes injustes.» Ajoutant «Nous soutenons les causes justes», rendant hommage au passage aux pays qui ont choisi le camp de la justice en se rangeant du côté du peuple palestinien. «Des pays tels que le Venezuela, des pays qui condamnent les crimes commis par l'Etat d'Israël contre un peuple innocent.» Parlant des sacrifices palestiniens, il dira : «Ils ne font que raviver la flamme qui libèrera un jour la Palestine... Nous avons connu ces sacrifices en 1945 quand le pouvoir colonial a assassiné 45 000 Algériens.» L'ambassadeur palestinien à Alger a, à son tour, pris la parole pour dire, en faisant référence à l'hymne national algérien «Comme vous, vous avez juré de libérer l'Algérie du joug colonial, nous jurons, nous aussi de libérer la Palestine aujourd'hui occupée».

Karim O.

MASCARA

Ce n'était pas la grande affluence

Une marche de soutien à Ghaza a été organisée, hier, dans la ville de Mascara. Nous apprendrons que c'est le parti de l'Alliance présidentielle et une pseudo-société civile qui l'ont organisée. Un important dispositif de sécurité s'est déployé sur la place Emir-Abdelkader, où devaient se retrouver les marcheurs ayant pris le départ au niveau de l'APC. Sur la tribune érigée pour la circonstance, l'on se succédera pour dénoncer les crimes de guerre commis par l'Etat sioniste. Les élus des différentes formations politiques étaient venus de toutes les communes de la wilaya, mais l'ambiance était plutôt tiède vu le peu de participation même si du côté des organisateurs on avance le chiffre de 5 000 personnes.

«Personne n'a de leçons à recevoir à ce sujet», nous dira un citoyen, dénonçant la récupération qui a eu lieu dans certaines villes d'Algérie vendredi dernier.

M. Meddeber

TLEMCEN

Vingt mille marcheurs

La capitale des Zianides, à l'instar des autres wilayas du pays, a été au rendez-vous du mouvement de solidarité et de soutien populaires au peuple palestinien.

Tôt le matin, le centre-ville fut réveillé par un groupe d'étudiants qui a donné le ton. Une demi-heure plus tard, c'était la grande mobilisation, les manifestants arrivaient de partout, toutes les communes étaient représentées pour répondre à cet appel d'autant plus que c'était la première manifestation publique autorisée.

L'impressionnant cortège a pris le départ du stade Akid-Lotfi à 10h, encadré par les forces de l'ordre de façon très discrète, et qui, d'ailleurs, n'ont pas eu à intervenir, et ce, grâce à la vigilance des organisateurs qui tenaient à éviter tout dérapage et récupération.

Ce sont surtout les jeunes qui ont crié haut et fort leur colère en brandissant des photos d'enfants déchiquetés par les bombes israéliennes. Les manifestants n'ont pas épargné le silence des gouvernants arabes en scandant, «ils ont vendu Ghaza pour quelques dollars». Approché, un jeune manifestant nous a plutôt surpris par cette révélation : «J'ai 25 ans et je n'étais pas encore né mais je sais que l'Egypte de Moubarak est liée par les accords de Camp David et reçoit quelques misérables milliards de dollars à titre de compensation.» Et d'ajouter plus loin : «L'Egypte n'est plus Oum Dounia , c'est Ghaza el djariha.» La marche a pris fin à l'ex-place d'Alger par de stridents youyous lancés par des étudiantes à la gloire des martyrs de toute la Palestine. Alors que la marche venait de prendre fin, les dernières nouvelles annonçaient encore des victimes à Ghaza.

Miloud Zenasni